

24 septembre 2011

## Comment réagir au rapport Duchesneau

*Un jeune militant de Québec solidaire, en colère contre les révélations provenant du rapport Duchesneau, me propose de participer à une occupation d'une officine gouvernementale. Voici ma réponse dépouillée des éléments personnels.*

La crise politique québécoise devient aigue. Comme réponse, on ne peut pas ad vitam æternam demander une enquête publique que les Libéraux n'ont pas du tout l'intention d'accorder assis qu'ils sont confortablement sur leur majorité et sachant qu'une telle enquête signerait leur arrêt de mort tout comme celle sur les commandites ont signé celle à terme des Libéraux fédéraux. On ne peut pas non plus simplement renchérir en demandant une élection rapide ou la démission du Premier ministre. Sans changement des rapports de force, les Libéraux miseront sur le passage du temps.

De ce temps-ci, c'est plus le PQ qui veut une élection rapide pour sauver sa peau et prendre de vitesse la CAQ. Quant à la Présidente-porte-parole de Québec solidaire, elle a manifestement hâte d'être élue même si le parti ne sera pas prêt avant le printemps (important congrès programmatique en décembre, processus de plate-forme démocratique qui doit aboutir au printemps même si la démarche est verticaliste, retard de la désignation des candidatures). Par contre, une élection rapide donnerait l'occasion à la direction de Québec solidaire de concocter une plate-forme seulement en haut qui évacuerait les résolutions programmatiques antilibérales de l'étape deux jamais publiées jusqu'ici (voir mon essai [« Québec : la rentrée politique et sociale »](#) sur mon site). Quant à la CAQ (et à l'ADQ), rien de presse, le premier par impréparation organisationnelle, le second pour cause de crise existentielle suite à sa captation dans l'orbite du premier.

Il faut changer le rapport de forces par une action massive de la rue. Il est possible, à la manière méditerranéenne, que la seule colère puisse la provoquer quoique il ne me semble pas que ça soit le cas présentement ici. Est-ce que je me trompe ? Pourtant, s'il y a une chance d'avoir une grande mobilisation assez rapidement, elle viendra de la jeunesse tout comme en Tunisie, en Égypte et en Espagne et, en partie, en Grèce. Ça s'adonne que le mouvement étudiant paraît se mobiliser contre l'augmentation des frais de scolarité et les coupures auxquels le gouvernement vient tout juste d'en rajouter. Est-ce que la combinaison corruption / hausse des frais / coupures provoque un surgissement de la colère dans les cégeps et universités (et écoles secondaires) ? Samedi prochain, le « *Mouvement du 24 septembre* » invite la population à aller manifester devant le bureau de Jean Charest à Montréal et ailleurs. Ce sera un excellent test auquel il faudrait participer (au prix de remettre l'assemblée générale de Québec solidaire Montréal.)

### **Des revendications mobilisatrices de gauche contre celles de droite de la CAQ**

À mon avis, un rafraîchissement des revendications axées sur une alternative de gauche ne pourrait qu'encourager la mobilisation. Je crois que la jeunesse ne peut qu'être emballé par l'idée de transport public gratuit et électrifié, un programme massif de construction de logis sociaux écologiques, la gratuité scolaire, la semaine de 35 heures, etc.. C'est d'une part autrement plus stimulant que demander jusqu'à épuisement une enquête publique ou des élections ou la démission du Premier ministre, ce n'explique en rien comment la gauche s'y prendrait sauf à laisser entendre qu'elle serait en soi propre, propre, propre, ce qui n'est pas très crédible.

Même si une mobilisation de masse était possible plus ou moins spontanément comme celles méditerranéennes, à la Facebook, la démocratie directe des grands rassemblements dans les places publiques atteint rapidement ses limites comme les exemples espagnol et grec l'ont démontré. Par contre, l'exemple chilien d'une grande mobilisation étudiante structurée par des organisations et des revendications précises, certes en en évolution avec l'augmentation du rapport de forces, et entraînant les autres offre autrement plus de perspective et il a la qualité de faire

comme un gant à la conjoncture québécoise (mobilisation étudiante entraînant l'Alliance sociale).

Quelles revendications ? Sans prétendre faire le tour de la question, loin de là, les propositions du comité Turcot-Champlain adoptées par le Comité de coordination de la région de Montréal de Québec solidaire, si on les détache de leur contexte précis, fournissent un solide socle de départ comme alternative à la profonde corruption du gouvernement du Québec qui tend à faire du Québec une république de bananes du Nord. Primo, proposer un processus complètement transparent d'appels d'offres et de soumissions sous surveillance populaire :

*« Nous réclamons un moratoire sur [tout projet de construction ou de reconstruction] jusqu'à la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction et le financement des partis politiques. Un mécanisme transparent de contrôle des appels d'offre et des octrois de contrats/sous-contrats doit être mis en place et supervisé par un comité de vigilance. »*

Deuzio, proposer une alternative de transport écologique et socialisé avec mode de financement et articulée avec un plan de développement économique visant le plein emploi :

*« ...il faut viser la gratuité des transports en commun dans la grande région métropolitaine en abaissant les tarifs par palier sur une période de dix ans. [...] Le financement du transport public [...] ne doit pas se faire par l'augmentation ou l'imposition de nouveaux tarifs tant pour les usagers que pour les automobilistes (péages, taxe sur l'essence, frais d'immatriculation, etc.). Il doit se faire par la fiscalité générale comme pour les autres services publics tels la santé et l'éducation et pour les mêmes raisons de justice fiscale. [...] L'ensemble du transport en commun au Québec doit migrer vers l'électricité. [...] Les sources de cette énergie ne doivent pas venir de nouveaux barrages. L'augmentation de la demande en électricité doit être comblée par les énergies vertes et l'efficacité énergétique. On peut notamment récupérer au moins la moitié de l'électricité servant au chauffage et à la climatisation des bâtiments. Ce vaste programme de rénovation écologique très créateur d'emplois contribuera à l'atteinte écologique de l'indépendance énergétique du Québec. »*

Tertio, assurer que le processus baigne dans non seulement une démocratie institutionnelle correcte mais aussi populaire :

*« [Tout projet] devra être préalablement approuvé par un comité populaire paritaire femme-homme composé des experts habituels et des représentantEs des comités citoyens concernés et des groupes environnementaux, et de leurs experts. Le projet du comité populaire devra être approuvé par un référendum [dans la zone géographique concernée]. »*

Ce mini programme prolonge tout naturellement plusieurs des propositions programmatiques antilibérales adoptées au congrès de mars 2011 de Québec solidaire et jamais rendues publiques jusqu'ici par la direction nationale du parti :

*« Préconiser, d'ici 2020, de réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990. Il faut aussi mettre en place une stratégie pour abandonner les énergies fossiles d'ici 2030 et réduire les émissions de GES de 95% d'ici 2050. [...] Préparer un vaste plan de transport à l'échelle du Québec, incluant le développement du transport public des personnes et des marchandises. Favoriser le développement des transports électriques et assurer l'accessibilité, l'universalité, voire la gratuité des transports publics.*

*« ...QS propose d'adopter une politique de plein emploi... [...] Réduire immédiatement la semaine normale de travail à 35 heures pour la ramener graduellement à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances. Le tout sans perte de rémunération avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail... »*

Est-ce que l'occupation d'une officine gouvernementale pourrait être l'amorce qui enclenche un grand processus de mobilisation ? Sans connaître l'état d'esprit dans la jeunesse, je ne sais trop. Attendons le résultat de la mobilisation du 24 septembre, à laquelle il faut participer, pour s'ajuster. Autrement, une occupation risque d'être une action isolée qui recèle un fort risque répressif à la lumière des cinq militants de l'ASSÉ arrêtés chez eux cet été suite à leur militance du printemps contre la hausse des frais de scolarité, ce qui convertit une dynamique de mobilisation en une de démobilitation. À moins d'un climat explosif dans les institutions d'enseignement que les rassemblements du 24 septembre pourraient révéler, il me semble plus approprié de faire un

intense travail d'éducation — je préfère l'expression « *agitation et propagande* » qui traduit mieux ce qui signifie une éducation militante politiquement orientée — pour que la manif du 10 novembre soit un succès et surtout qu'elle soit autre chose qu'un baroud d'honneur sans lendemain à la mode syndicale.

Il me semble qu'il faut s'aligner sur un mouvement gréviste pro-actif (occupations, blocages) au début de l'hiver ce qui permettrait potentiellement une étroite coordination avec l'Alliance sociale ou tout au moins la Coordination contre la tarification et la privatisation à l'occasion de la saison des budgets qui risquent d'être dégueulasses (et avec les mouvements contre la fracturation et contre le *free mining*). Évidemment, il faut rester attentif aux événements déclencheurs comme le rapport Duchesneau — on verra samedi — lesquels pourraient aussi être une accélération du retour de la crise qui, cette fois, disent les experts, n'épargnerait pas relativement le Canada et le Québec et contre laquelle les gouvernements Conservateur et Libéral n'opposent que de faiblardes mesures d'atténuation emballées toutefois dans une intense propagande interventionniste.

## **Où est Québec solidaire ?**

Quelle pourrait être la contribution de Québec solidaire ? D'abord et avant tout cesser de cacher les éléments antilibéraux et anticapitalistes du programme et les révéler au grand jour, à la mode de Legault de la CAQ, tout comme les points d'orgue de la résolution Turcot-Champlain et certains éléments de la plate-forme électorale de 2008 comme la gratuité scolaire (que l'étape trois du programme récupérera sans doute au congrès de décembre plus certains autres). Et surtout faire une intense campagne, d'abord en milieu étudiant et chez les militant-e-s et les participant-e-s du mouvement social, démontrant que notre parti est une alternative prête à prendre le pouvoir sur la base de l'impulsion d'un mouvement de la rue et que nous avons une stratégie de rupture avec le fédéralisme néolibéral qui nous donne les moyens idéologique, politique et économique de notre programme. Rien à voir avec la campagne dite *un pays de projets* alors qu'on attend d'un parti que justement il présente et défende son *projet de société* comme le fait avec ardeur la CAQ, et non pas qu'il s'en remette à une Assemblée constituante, suite à une élection d'un gouvernement Solidaire, laquelle pourrait peut-être s'aligner sur l'indépendance.

Au Québec, le fer de lance d'un *projet de société* de gauche est depuis longtemps l'indépendance mais non pas l'indépendance nationaliste réduite essentiellement aux questions constitutionnelle et linguistique qui demeurent, bien sûr, essentielles. Une telle indépendance unijambiste finit par s'effondrer la face par terre comme ce fut le cas en 1980 et en 1995 quoique la dynamique *lutte de classe* du dernier référendum, qui a échappé à la direction péquiste / bloquiste parce que le chef du PQ avait joué à l'apprenti sorcier, ait passé à deux cheveux d'une possible rupture. Une indépendance antilibérale et anticapitaliste marche, quant à elle, sur deux jambes : une indépendance certes pour se débarrasser de la Cour suprême, qui comme la tour de Pise penche toujours du même bord, mais aussi et surtout une indépendance pour exproprier les banques, ce que j'espère Québec solidaire votera au congrès de décembre, qui à la fois portera un coup mortel à l'ennemi de classe dont le système financier est le cerveau et donnera au peuple québécois les moyens de ses politiques de services publics, de redistribution de richesse et, *last but not least*, d'une révolution écologique.

Si le but est la rupture avec le fédéralisme néolibéral, la stratégie doit être à l'avenant soit une stratégie d'une grande mobilisation sociale à la chilienne, c'est-à-dire partant du mouvement étudiant (et de la jeunesse sur le marché du travail) passant par l'ensemble du prolétariat mobilisé contre les budgets néolibéraux et s'étendant à l'ensemble des villages et des campagnes mobilisées contre l'extraction gazière, pétrolière et minière. Rien à voir avec une stratégie électoraliste battant le PQ sur le terrain de l'étapisme qui remet toute rupture aux Calendes grecques et laisse tout le temps à l'adversaire d'organiser la répression à la mode d'Octobre 70 ou de l'été 90. Qu'il faille en passer par la triptyque élections / assemblée constituante / référendum, sans doute, mais ce ne serait que le glaçage sur le gâteau dont la farine est la grève prolongée de masse sans laquelle les dictatures tunisienne et égyptienne n'auraient pas été renversées... et ce qui a manqué au mouvement espagnol des Indigné-e-s et même grec malgré une trop brève grève générale de deux jours. Sans compter que trop de glaçage donne mal au cœur : une assemblée constituante

ou des élections hors mobilisation peuvent servir d'outil à la droite comme ce pourrait être le cas en Tunisie et en Égypte.

**Marc Bonhomme, 20 septembre 2011**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)